

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2006/202093]

Extrait de l'arrêt n° 104/2006 du 21 juin 2006

Numéro du rôle : 3790

En cause : le recours en annulation de l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, introduit par Aung Maw Zin.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe et J.-P. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 octobre 2005 et parvenue au greffe le 14 octobre 2005, Aung Maw Zin, faisant élection de domicile à 1000 Bruxelles, rue de Wynants 23, a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 68/2005 du 13 avril 2005 (publié au *Moniteur belge* du 9 mai 2005), introduit un recours en annulation de l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Le requérant demande l'annulation partielle de l'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, publiée au *Moniteur belge* du 7 août 2003.

Par l'arrêt n° 68/2005 du 13 avril 2005, rendu au contentieux préjudiciel, la Cour a dit pour droit, notamment :

« En ce qu'il imposerait le dessaisissement des juridictions belges bien qu'un plaignant soit un réfugié reconnu en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, l'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire viole les articles 10, 11 et 191 de la Constitution ».

B.1.2. Le requérant était partie à la procédure en dessaisissement devant la Cour de cassation, et il est intervenu dans la procédure préjudicielle qui a donné lieu à l'arrêt n° 68/2005 précité. A la suite de cet arrêt, la Cour de cassation a rendu le 29 juin 2005 un arrêt par lequel elle dessaisit la juridiction belge de l'affaire instruite par le juge d'instruction de Bruxelles sur la base d'une plainte introduite, entre autres, par le requérant.

Quant à la recevabilité du recours

B.2.1. L'arrêt n° 68/2005 du 13 avril 2005 a été publié au *Moniteur belge* le 9 mai 2005. Le recours, introduit le 13 octobre 2005, est recevable *ratione temporis* en vertu de l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.2.2. La société anonyme Total et deux de ses dirigeants, intervenants devant la Cour, contestent l'intérêt du requérant. Ils estiment, d'une part, que celui-ci ayant été partie à la procédure préjudicielle qui a donné lieu à l'arrêt n° 68/2005, son intérêt aurait été épuisé par cette procédure, et, d'autre part, qu'il lui serait impossible, en cas d'annulation de la disposition en cause, d'obtenir la rétractation de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 29 juin 2005 dessaisissant les juridictions belges de l'affaire introduite par le requérant.

B.2.3. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.2.4. L'intérêt requis par l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ne diffère pas de celui qui est exigé par l'article 2 de la même loi.

B.2.5. Le statut de réfugié a été reconnu au requérant par les autorités belges compétentes en 2001. Postérieurement à cette reconnaissance, il a déposé une plainte auprès d'un juge d'instruction belge sur la base de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire. Par l'arrêt du 29 juin 2005, la Cour de cassation a, en application de la disposition attaquée, ordonné le dessaisissement des juridictions belges de la plainte déposée par le requérant, nonobstant les termes de l'arrêt préjudiciel n° 68/2005 rendu en cette cause.

La disposition attaquée est de nature à porter directement et défavorablement atteinte à la situation du requérant et cette atteinte persiste après l'arrêt préjudiciel rendu par la Cour et l'arrêt rendu ensuite par la Cour de cassation le 29 juin 2005, le dessaisissement des juridictions belges prononcé par cet arrêt démontrant que le requérant n'a pas épuisé son intérêt à demander l'annulation de la disposition en cause.

B.2.6. La circonstance que la disposition attaquée est de nature à affecter directement et défavorablement la situation du requérant suffit à démontrer l'intérêt exigé par la loi spéciale du 6 janvier 1989. La Cour n'a pas à s'interroger, pour le surplus, sur les chances du requérant d'obtenir, en cas d'annulation, la rétractation de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2005, car il ne peut être affirmé que l'intérêt à obtenir l'annulation d'une norme qui fait grief serait limité aux possibilités de mise en œuvre ultérieure de la procédure de rétractation.

B.2.7. Par ailleurs, les considérations des intervenants quant à la recevabilité et au fondement de la plainte déposée par le requérant avec constitution de partie civile entre les mains du juge d'instruction sont étrangères au présent recours et relèvent de l'appréciation des juridictions pénales.

B.2.8. Enfin, les motifs d'irrecevabilité du recours déduits par les intervenants de l'autorité de chose jugée qui s'attache à l'arrêt préjudiciel n° 68/2005 ainsi qu'à l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2005 concernent l'interprétation et la portée de la disposition en cause et seront abordés lors de l'examen du fond.

Quant au fond

B.3. La loi du 5 août 2003 abroge la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire, qui avait été modifiée par les lois des 10 février 1999, 10 avril et 23 avril 2003, et insère les dispositions de cette loi, certaines amendées, dans le Code pénal, dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle.

L'article 16, 2^o, de la loi du 5 août 2003 insère l'article 10, 1^{o bis}, dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale, qui dispose :

« Hormis dans les cas visés aux articles 6 et 7, § 1^{er}, pourra être poursuivi en Belgique l'étranger qui aura commis hors du territoire du Royaume :

[...]

1^{o bis}. une violation grave du droit international humanitaire visée au livre II, titre *Ibis* du Code pénal, commise contre une personne qui, au moment des faits, est un ressortissant belge ou une personne qui, depuis au moins trois ans, séjourne effectivement, habituellement et légalement en Belgique ».

Cette disposition a pour effet de restreindre, par rapport à la situation antérieure, les possibilités pour les victimes de violations graves du droit international humanitaire de saisir les juridictions belges en consacrant le principe de personnalité passive.

B.4. Le législateur s'est soucié de régler le sort des plaintes introduites avant l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, et qui étaient toujours au stade de l'information ou de l'instruction à ce moment, par l'adoption de l'article 29, § 3, de cette loi, qui fait l'objet du présent recours. Cette disposition transitoire est ainsi rédigée :

« Les affaires pendantes à l'information à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et portant sur des infractions visées au titre *Ibis*, du livre II, du Code pénal sont classées sans suite par le procureur fédéral dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi lorsqu'elles ne rencontrent pas les critères visés aux articles 6, 1^{o bis}, 10, 1^{o bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Les affaires pendantes à l'instruction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et portant sur des faits visés au titre *Ibis*, du livre II, du Code pénal, sont transférées par le procureur fédéral au procureur général près la Cour de cassation endéans les trente jours après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception des affaires ayant fait l'objet d'un acte d'instruction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dès lors que, soit au moins un plaignant était de nationalité belge au moment de l'engagement initial de l'action publique, soit au moins un auteur présumé a sa résidence principale en Belgique, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Dans le même délai, le procureur fédéral transmet un rapport portant sur chacune des affaires transférées, dans lequel il indique leur non-conformité avec les critères visés aux articles 6, 1^{o bis}, 10, 1^{o bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Endéans les quinze jours suivant ce transfert, le procureur général requiert la Cour de cassation de prononcer dans les trente jours, le dessaisissement de la juridiction belge après avoir entendu le procureur fédéral ainsi que, à leur demande, les plaignants et les personnes inculpées par le juge d'instruction saisi de l'affaire. La Cour de cassation se prononce sur base des critères visés aux articles 6, 1^{o bis}, 10, 1^{o bis} et 12*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Pour les affaires qui ne sont pas classées sans suite sur base de l'alinéa 1^{er}, du § 3, du présent article ou dont le dessaisissement n'est pas prononcé sur base du précédent alinéa, les juridictions belges restent compétentes ».

B.5. Le requérant prend un moyen unique de la violation des articles 10, 11 et 191 de la Constitution, combinés avec l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, en ce que la disposition transitoire qui prévoit le dessaisissement des juridictions belges des affaires à l'instruction s'applique même lorsqu'un des plaignants avait été reconnu comme réfugié au moment de l'engagement initial de l'action publique, alors qu'elle ne s'applique pas lorsqu'un des plaignants au moins était Belge au même moment.

B.6. Au sujet de l'exception prévue au régime transitoire de dessaisissement qui fait l'objet du recours, selon laquelle la procédure de dessaisissement n'est pas appliquée si au moins un plaignant est de nationalité belge « au moment de l'engagement initial de l'action publique » dans une affaire qui a fait l'objet d'un acte d'instruction avant la date d'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, l'exposé des motifs indique que le législateur a voulu limiter la portée de la dérogation aux seules affaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, présentaient « un lien de rattachement évident avec la Belgique » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 2003, DOC 51-0103/001, p. 10).

Lorsque le législateur a adopté l'article 10, 1^{o bis}, du titre préliminaire du Code de procédure pénale au motif que des personnes qui n'avaient aucun point d'attache avec la Belgique recouraient à la loi du 16 juin 1993 pour des raisons étrangères à une bonne administration de la justice et aux objectifs de cette loi, il a pu prendre une mesure transitoire en faveur de personnes qui sont liées à la Belgique par le lien juridique de la nationalité. Une telle mesure transitoire est pertinente par rapport à l'objectif du législateur.

B.7. L'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés énonce :

« Dans l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, tout réfugié jouira du même traitement qu'un ressortissant en ce qui concerne l'accès aux tribunaux, [...] ».

B.8.1. Cette disposition a des effets directs dans l'ordre juridique belge : elle est suffisamment précise et complète pour que son application soit possible sans mesure complémentaire d'exécution. En vertu de ce caractère « directement applicable », elle faisait obstacle au dessaisissement, par les juridictions belges, des plaintes introduites par des personnes ayant la qualité de réfugié reconnu au moment de l'engagement initial de l'action publique, par identité de traitement avec les personnes ayant la nationalité belge à ce moment.

B.8.2. La Cour prend acte, cependant, de ce que la Cour de cassation a jugé, implicitement dans son arrêt du 5 mai 2004 qui pose une des questions préjudicielles ayant donné lieu à l'arrêt n^o 68/2005, et explicitement dans son arrêt du 29 juin 2005, que l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 « n'a pas pour effet de rendre applicable le régime transitoire de l'article 29, § 3, alinéa 2, précité lorsqu'un plaignant, qui a sa résidence habituelle en Belgique, y a le statut de réfugié ».

B.9. Le caractère directement applicable de l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 imposait d'appliquer la disposition attaquée d'une manière qui la rendit conforme à cette Convention. Toutefois, telle qu'elle est rédigée, la disposition entreprise ne permet pas aux réfugiés reconnus d'accéder aux tribunaux de la même manière que les plaignants qui sont de nationalité belge.

La Cour doit donc examiner si la disposition attaquée viole les dispositions invoquées par le requérant. Le législateur est, en effet, tenu de respecter les engagements internationaux que la Belgique a contractés, et il appartient à la Cour, le cas échéant, de sanctionner les manquements du législateur lorsque ceux-ci constituent également une violation d'une disposition dont elle assure, en vertu de l'article 142 de la Constitution, le respect.

B.10. Il ne ressort pas des travaux préparatoires de la loi du 5 août 2003 que le législateur aurait été attentif à la situation des plaignants ayant le statut de réfugié, ni qu'il ait veillé à respecter à leur égard les obligations qui découlent pour lui de l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951.

B.11. Il découle de ce qui précède qu'en organisant le dessaisissement des juridictions belges des plaintes introduites sur la base de la loi du 18 juin 1993 par les personnes ayant la qualité de réfugié reconnu en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique, alors que les plaintes introduites par les personnes ayant la nationalité belge au même moment ne pouvaient faire l'objet d'un dessaisissement, le législateur a violé les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, combinés avec l'article 16.2 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

B.12. Le moyen est fondé.

Quant à l'étendue et à la portée de l'annulation

B.13. L'article 29, § 3, alinéa 2, de la loi du 5 août 2003, qui cause la discrimination visée en B.11, prévoit le principe du dessaisissement, et est assorti d'une exception visant les plaintes introduites par des Belges. Une annulation portant uniquement sur cette exception visant les Belges aurait pour conséquence de permettre de dessaisir les juridictions des plaintes introduites par les Belges, ce qui serait un effet contraire à celui qui était recherché par le législateur, et que la Cour a considéré comme légitime dans son arrêt n° 68/2005. Une telle annulation serait de surcroît dépourvue de toute conséquence utile pour les personnes ayant le statut de réfugié, victimes de la discrimination constatée par la Cour.

B.14. En conséquence, il s'impose d'annuler, dans la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, l'article 29, § 3, alinéa 2, dans son intégralité, ainsi que les alinéas 3 et 4, et, dans l'alinéa 5, les mots « ou dont le dessaisissement n'est pas prononcé sur base du précédent alinéa » qui lui sont indissolublement liés.

B.15. Les parties intervenantes soutiennent que l'annulation de ces dispositions, en ce qu'elle aurait pour effet que les juridictions belges puissent, le cas échéant, être saisies à nouveau de plaintes dont elles avaient été ou auraient dû être dessaisies en application de la disposition annulée, est contraire aux articles 12, alinéa 2, de la Constitution, 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et 15.1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui établissent les principes de légalité et de non-rétroactivité en matière pénale.

B.16. La disposition annulée ne crée aucune incrimination et ne commine aucune peine, son objet étant uniquement de déterminer la compétence des juridictions belges. L'annulation de cette disposition n'a pas non plus pour effet ni de créer une incrimination nouvelle ou d'établir une peine, ni de rétablir une incrimination ou une peine abrogées. L'annulation ne porte en effet que sur la compétence des juridictions belges, et elle a pour effet de rétablir une règle de compétence qui avait été adoptée par une assemblée délibérante élue avant que les faits reprochés aient été commis.

Contrairement aux circonstances décrites dans l'arrêt n° 73/2005, dans lequel la Cour a considéré que la loi en cause était une disposition de droit pénal matériel parce qu'elle donnait une base légale à une poursuite exercée en Belgique alors qu'il n'existait auparavant aucune base légale de poursuite ni de sanction en Belgique pour les faits commis à l'étranger qui étaient reprochés à la requérante, en l'espèce, l'annulation prononcée n'a pas pour effet de rendre passibles de poursuites et de sanctions des faits qui ne l'étaient pas en Belgique au moment où ils auraient été commis. En effet, au moment où les faits qui font l'objet de la plainte déposée entre les mains du juge d'instruction belge auraient été commis, et sous réserve de la vérification, qui relève des juridictions pénales, que ces faits étaient visés par la loi du 16 juin 1993, les juridictions belges étaient compétentes pour en connaître, de sorte que leurs auteurs pouvaient prévoir les conséquences éventuelles de leurs actes au moment où ils les auraient commis.

B.17. Il découle de ce qui précède que, contrairement à ce qu'affirment les parties intervenantes, la disposition en cause ne contient pas, et son annulation n'équivaut pas à instaurer une règle de droit pénal matériel.

La circonstance que les juridictions belges aient été, un moment, dessaisies, et qu'elles puissent, le cas échéant, être saisies à nouveau, si elle a certes pour effet de déjouer les espoirs que les intervenants avaient pu concevoir à la suite de l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, ne porte pas atteinte à leur droit fondamental au respect du principe de légalité du droit pénal.

Quant au maintien de certains des effets produits par la disposition annulée

B.18. La disposition annulée est une disposition transitoire, qui n'a produit d'effets que relativement aux affaires qui étaient encore à l'instruction au moment de son entrée en vigueur, et qui a épuisé ses effets avec, selon les cas, le dessaisissement des juridictions belges ou le maintien de la compétence de ces juridictions pour les affaires pendantes à ce moment.

B.19. En application de cette disposition, les juridictions belges ont été dessaisies des affaires qui soit n'avaient pas fait l'objet d'un acte d'instruction à l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003, soit étaient introduites par des plaignants de nationalité étrangère au moment de l'engagement initial de l'action publique, soit étaient dirigées contre des auteurs présumés qui ne possédaient pas de résidence principale en Belgique à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 2003.

B.20. Par l'arrêt n° 68/2005, la Cour a admis que le législateur organise le dessaisissement des juridictions belges lorsque le plaignant n'était ni Belge, ni réfugié reconnu. L'annulation ne pourrait dès lors avoir pour effet de permettre que les juridictions belges soient à nouveau saisies de toutes les plaintes dont elles ont été, en application de la disposition annulée, dessaisies. En conséquence, il s'impose, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, d'indiquer ceux des effets de la disposition annulée qui doivent être considérés comme définitifs, de sorte que l'annulation ne concerne que les affaires dans lesquelles au moins un des plaignants était réfugié reconnu en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique.

Par ces motifs,

la Cour

- annule à l'article 29, § 3, de la loi du 5 août 2003 relative aux violations graves du droit international humanitaire, les alinéas 2, 3 et 4, ainsi que, dans l'alinéa 5, les mots « ou dont le dessaisissement n'est pas prononcé sur base du précédent alinéa »;

- maintient définitivement, parmi les effets produits par les dispositions annulées, ceux qui ont conduit à un dessaisissement des juridictions belges lorsqu'aucun des plaignants n'était réfugié reconnu en Belgique au moment de l'engagement initial de l'action publique.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 juin 2006.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2006/202093]

Uittreksel uit arrest nr. 104/2006 van 21 juni 2006

Rolnummer 3790

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 29, § 3, tweede lid, van de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, ingesteld door Aung Maw Zin.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe en J.-P. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 oktober 2005 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 14 oktober 2005, heeft Aung Maw Zin, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, de Wynantsstraat 23, ingevolge het arrest van het Hof nr. 68/2005 van 13 april 2005 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2005), beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 29, § 3, tweede lid, van de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1.1. De verzoeker vordert de gedeeltelijke vernietiging van artikel 29, § 3, van de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2003.

Bij arrest nr. 68/2005 van 13 april 2005, gewezen in antwoord op een prejudiciële vraag, heeft het Hof met name voor recht gezegd :

« In zoverre het de onttrekking aan de Belgische rechtscolleges zou opleggen, ofschoon een klager een in België erkend vluchteling is op het ogenblik van het instellen van de strafvordering, schendt artikel 29, § 3, tweede lid, van de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet ».

B.1.2. De verzoeker was partij bij de procedure tot onttrekking voor het Hof van Cassatie en hij is tussengekomen in de prejudiciële procedure die aanleiding heeft gegeven tot het voormeld arrest nr. 68/2005. Naar aanleiding van dat arrest heeft het Hof van Cassatie op 29 juni 2005 een arrest gewezen waarbij het aan het Belgische rechtscollege de zaak onttrekt die door de onderzoeksrechter te Brussel werd behandeld op grond van een klacht die onder meer werd ingediend door de verzoeker.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep

B.2.1. Het arrest nr. 68/2005 van 13 april 2005 is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2005. Het beroep, ingesteld op 13 oktober 2005, is ontvankelijk *ratione temporis* op grond van artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.2.2. De vennootschap Total S.A. en twee van haar bestuurders, tussengekomen partijen voor het Hof, betwisten het belang van de verzoeker. Zij zijn van mening, enerzijds, dat, aangezien laatstgenoemde partij is geweest bij de prejudiciële procedure die aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 68/2005, hij door die procedure geen belang meer zou hebben en, anderzijds, dat het voor hem, in geval van vernietiging van de in het geding zijnde bepaling, onmogelijk zou zijn de intrekking te verkrijgen van het op 29 juni 2005 door het Hof van Cassatie gewezen arrest waarbij de door de verzoeker ingestelde zaak aan de Belgische rechtscolleges is onttrokken.

B.2.3. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.2.4. Het bij artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 vereiste belang verschilt niet van datgene dat wordt vereist in artikel 2 van dezelfde wet.

B.2.5. De status van vluchteling is door de bevoegde Belgische overheid aan de verzoeker toegekend in 2001. Na die erkenning heeft hij bij een Belgische onderzoeksrechter klacht neergelegd op grond van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht. Bij een arrest van 29 juni 2005 heeft het Hof van Cassatie, met toepassing van de aangevochten bepaling, de onttrekking aan de Belgische rechtscolleges gelast van de door de verzoeker neergelegde klacht, niettegenstaande de bewoordingen van het in die zaak gewezen prejudicieel arrest nr. 68/2005.

De aangevochten bepaling kan de situatie van de verzoeker rechtstreeks en ongunstig raken, hetgeen ook het geval blijft na het door het Hof gewezen prejudicieel arrest en het nadien door het Hof van Cassatie gewezen arrest van 29 juni 2005. De in dat arrest uitgesproken onttrekking aan de Belgische rechtscolleges toont aan dat de verzoeker zijn belang bij het vorderen van de vernietiging van de in het geding zijnde bepaling niet ten volle heeft uitgeput.

B.2.6. De omstandigheid dat de aangevochten bepaling de situatie van de verzoeker rechtstreeks en ongunstig kan raken, volstaat om aan te tonen dat hij het bij de bijzondere wet van 6 januari 1989 vereiste belang heeft. Het Hof dient zich voor het overige niet af te vragen welke kansen de verzoeker heeft om, in geval van vernietiging, de intrekking van het arrest van het Hof van Cassatie van 29 juni 2005 te verkrijgen, want er kan niet worden beweerd dat het belang om de vernietiging te verkrijgen van een norm waartegen bezwaar bestaat, beperkt zou zijn tot de mogelijkheden van latere aanwending van de procedure tot intrekking.

B.2.7. Bovendien hebben de overwegingen van de tussengekomen partijen in verband met de ontvankelijkheid en de gegrondheid van de door de verzoeker bij de onderzoeksrechter neergelegde klacht met burgerlijke partijstelling niets te maken met onderhavig beroep en vallen ze onder de beoordelingsbevoegdheid van de strafgerichten.

B.2.8. Ten slotte hebben de motieven van onontvankelijkheid van het beroep, die door de tussengekomen partijen worden afgeleid uit het gezag van gewijsde dat is verbonden aan het prejudicieel arrest nr. 68/2005 alsmede aan het arrest van het Hof van Cassatie van 29 juni 2005, betrekking op de interpretatie en de draagwijdte van de in het geding zijnde bepaling en zullen ze worden behandeld bij het onderzoek ten gronde.

Ten gronde

B.3. Bij de wet van 5 augustus 2003 wordt de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, die was gewijzigd bij de wetten van 10 februari 1999, 10 april en 23 april 2003, opgeheven en worden de bepalingen van die wet, waaronder sommige in geamendeerde vorm, ingevoegd in het Strafwetboek, in de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering en in het Wetboek van Strafvordering.

Artikel 16, 2^o, van de wet van 5 augustus 2003 voegt artikel 10, 1^obis, in de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering in, dat bepaalt :

« Een vreemdeling, behoudens deze genoemd in de artikelen 6 en 7, § 1, kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt :

[...]

1^obis. aan een ernstige schending van het internationaal humanitair recht, in boek II, titel *Ibis* van het Strafwetboek omschreven, gepleegd tegen een persoon die, op het moment van de feiten, een Belgische onderdaan is of een persoon die sedert minstens drie jaar effectief, gewoonlijk en wettelijk in België verblijft ».

Die bepaling heeft tot gevolg dat, in vergelijking met de vroegere situatie, de mogelijkheden voor de slachtoffers van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht om hun zaak aanhangig te maken bij de Belgische rechtscolleges worden beperkt door het passieve personaliteitsbeginsel te verankeren.

B.4. De wetgever heeft, met de aanneming van artikel 29, § 3, van die wet, dat het voorwerp uitmaakt van onderhavig beroep, het lot geregeld van de klachten die vóór de inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 2003 werden ingediend, en waarvoor op dat ogenblik het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek nog liep. Die overgangsbepaling luidt als volgt :

« De aanhangige rechtsgedingen waarvoor een opsporingsonderzoek loopt op datum van de inwerkingtreding van deze wet en die betrekking hebben op misdrijven zoals omschreven in boek II, titel *Ibis*, van het Strafwetboek, worden geseponeerd door de federale procureur binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van deze wet wanneer ze niet beantwoorden aan de criteria als bedoeld in de artikelen 6, 1^obis, 10, 1^obis en 12bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering.

De aanhangige rechtsgedingen waarvoor een gerechtelijk onderzoek loopt op datum van de inwerkingtreding van deze wet en die betrekking hebben op misdrijven zoals omschreven in boek II, titel *Ibis*, van het Strafwetboek, worden binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van deze wet door de federale procureur overgezonden aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, met uitzondering van de zaken waarvoor een onderzoeksdaad was gesteld op datum van de inwerkingtreding van deze wet, op voorwaarde dat er ofwel tenminste één Belgische klager was op het ogenblik van het instellen van de strafvordering, ofwel tenminste één vermoedelijke dader in België zijn hoofdverblijfplaats heeft op datum van de inwerkingtreding van deze wet.

Binnen dezelfde termijn zendt de federale procureur een verslag over betreffende ieder van de overgezonden zaken, waarin hij hun non-conformiteit aangeeft met de criteria als bedoeld in de artikelen 6, 1^obis, 10, 1^obis en 12bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering.

Binnen vijftien dagen na deze overdracht, vordert de procureur-generaal het Hof van Cassatie de onttrekking aan de Belgische rechtscolleges uit te spreken binnen de dertig dagen, na de federale procureur en, op hun vraag, de klagers en diegenen die in beschuldiging zijn gesteld door de in de zaak geïndiceerde onderzoeksrechter te hebben gehoord. Het Hof van Cassatie doet uitspraak op grond van de criteria als bedoeld in de artikelen 6, 1^obis, 10, 1^obis en 12bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering.

De Belgische rechtscolleges blijven bevoegd voor de zaken die niet zijn geseponeerd op grond van § 3, eerste lid, van dit artikel, of waarvan de onttrekking niet werd uitgesproken op grond van het vorige lid ».

B.5. De verzoeker leidt een enig middel af uit de schending van de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, in zoverre de overgangsbepaling, die voorziet in de onttrekking aan de Belgische rechtscolleges van de rechtsgedingen waarvoor een gerechtelijk onderzoek loopt, van toepassing is, zelfs wanneer één van de klagers als vluchteling was erkend op het ogenblik van het instellen van de strafvordering, terwijl ze niet van toepassing is wanneer ten minste één van de klagers op datzelfde ogenblik Belg was.

B.6. In verband met de uitzondering waarin is voorzien in de overgangsregeling van onttrekking die het voorwerp uitmaakt van het beroep, en volgens welke de procedure tot onttrekking niet wordt toegepast wanneer er ten minste één Belgische klager is « op het ogenblik van het instellen van de strafvordering » in een zaak waarvoor een onderzoeksdaad is gesteld vóór de datum van inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 2003, stelt de memorie van toelichting dat de wetgever de draagwijdte van de afwijking heeft willen beperken tot uitsluitend die zaken die, op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet « een duidelijk aanknopingspunt met België » vertoonden (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 2003, DOC 51-0103/001, p. 10).

Wanneer de wetgever artikel 10, 1^obis, van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering heeft aangenomen omdat personen die geen enkel aanknopingspunt hadden met België, een beroep deden op de wet van 16 juni 1993 om redenen die vreemd zijn aan een goede rechtsbedeling en de doelstellingen van die wet, vermocht hij een overgangsmaatregel te nemen ten voordele van personen die met België verbonden zijn door de juridische band van de nationaliteit. Een dergelijke overgangsmaatregel is pertinent ten opzichte van de doelstelling van de wetgever.

B.7. Artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen bepaalt :

« Een vluchteling geniet in de Verdragsluitende Staat waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, dezelfde behandeling als een onderdaan, wat betreft rechtsingang, [...] ».

B.8.1. Die bepaling heeft rechtstreekse gevolgen in de Belgische rechtsorde : zij is voldoende precies en volledig zodat de toepassing ervan mogelijk is zonder bijkomende uitvoeringsmaatregel. Krachtens dat « rechtstreeks toepasbare » karakter, stond ze, om reden van de identieke behandeling met de personen die op dat ogenblik de Belgische nationaliteit hadden, eraan in de weg dat de Belgische rechtscolleges zich onttrokken aan de klachten die werden ingediend door personen die, op het ogenblik van het instellen van de strafvordering, de hoedanigheid hadden van erkend vluchteling.

B.8.2. Het Hof neemt echter akte van het feit dat het Hof van Cassatie in zijn arrest van 5 mei 2004 waarbij één van de prejudiciële vragen wordt gesteld die aanleiding hebben gegeven tot het arrest nr. 68/2005, op impliciete wijze - en in zijn arrest van 29 juni 2005 op expliciete wijze - heeft geoordeeld dat artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juli 1951 « niet tot gevolg heeft de overgangsregeling van het voormelde artikel 29, § 3, tweede lid, toepasbaar te maken wanneer een klager, die zijn gewoonlijke verblijfplaats in België heeft, er het statuut van vluchteling heeft ».

B.9. Het rechtstreeks toepasbare karakter van artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juli 1951 legde de verplichting op om de aangevochten bepaling op een dusdanige wijze toe te passen dat ze in overeenstemming werd gebracht met dat Verdrag. Zoals de bestreden bepaling is geformuleerd, stelt ze de erkende vluchtelingen echter niet in staat op dezelfde wijze toegang te hebben tot de rechtbanken als de klagers met Belgische nationaliteit.

Het Hof dient dus te onderzoeken of de aangevochten bepaling de door de verzoeker aangevoerde bepalingen schendt. De wetgever is immers ertoe gehouden de internationale verbintenissen die door België worden aangegaan, in acht te nemen en het staat, in voorkomend geval, aan het Hof de tekortkomingen van de wetgever af te keuren wanneer die eveneens een schending vormen van een bepaling waarvoor het Hof, krachtens artikel 142 van de Grondwet, de naleving ervan verzekert.

B.10. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 augustus 2003 blijkt niet dat de wetgever aandacht zou hebben gehad voor de situatie van de klagers met de status van vluchteling, noch dat hij erover zou hebben gewaakt ten aanzien van hen de verplichtingen na te leven die voor hem voortvloeien uit artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juni 1951.

B.11. Uit wat voorafgaat volgt dat, doordat de wetgever heeft voorzien in de onttrekking aan de Belgische rechtscolleges van de klachten die op grond van de wet van 18 juni 1993 zijn neergelegd door personen met de hoedanigheid van in België erkend vluchteling op het ogenblik van het instellen van de strafvordering, terwijl de klachten neergelegd door personen die op datzelfde ogenblik de Belgische nationaliteit hadden, niet het voorwerp konden uitmaken van een onttrekking, hij de artikelen 10, 11, en 191 van de Grondwet heeft geschonden, in samenhang gelezen met artikel 16.2 van het Verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen.

B.12. Het middel is gegrond.

Ten aanzien van de omvang en de draagwijdte van de vernietiging

B.13. Artikel 29, § 3, tweede lid, van de wet van 5 augustus 2003, dat de in B.11 beoogde discriminatie veroorzaakt, voorziet in het beginsel van de onttrekking, en gaat gepaard met een uitzondering die de door Belgen neergelegde klachten beoogt. Een vernietiging die uitsluitend betrekking heeft op die uitzondering waarin de Belgen worden beoogd, zou tot gevolg hebben dat de door de Belgen neergelegde klachten aan de rechtscolleges kunnen worden onttrokken, wat strijdig zou zijn met hetgeen de wetgever heeft nagestreefd en door het Hof in zijn arrest nr. 68/2005 als legitiem werd beschouwd. Een dergelijke vernietiging zou bovendien verstoken zijn van enig nuttig resultaat voor de personen met de status van vluchteling, die het slachtoffer zijn van de door het Hof vastgestelde discriminatie.

B.14. Bijgevolg dient in de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, artikel 29, § 3, tweede lid, integraal te worden vernietigd, alsmede het derde en vierde lid, en in het vijfde lid, de woorden « of waarvan de onttrekking niet werd uitgesproken op grond van het vorige lid » die daarmee onlosmakelijk zijn verbonden.

B.15. De tussenkommende partijen betogen dat de vernietiging van die bepalingen, in zoverre zij tot gevolg zou hebben dat aan de Belgische rechtscolleges, in voorkomend geval, opnieuw klachten kunnen worden voorgelegd die met toepassing van de vernietigde bepaling aan hen onttrokken zijn geweest of hadden moeten worden, strijdig is met artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 15.1 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, waarin de beginselen van wettigheid en niet-retroactiviteit in strafzaken zijn vastgelegd.

B.16. De vernietigde bepaling roept geen enkele strafbaarstelling in het leven en legt geen enkele straf op, en heeft uitsluitend tot doel de bevoegdheid van de Belgische rechtscolleges vast te stellen. De vernietiging van die bepaling heeft evenmin tot gevolg dat een nieuwe strafbaarstelling in het leven wordt geroepen of een straf wordt vastgesteld, noch dat een opheffen strafbaarstelling of straf opnieuw worden ingevoerd. De vernietiging heeft immers enkel betrekking op de bevoegdheid van de Belgische rechtscolleges en zij heeft tot gevolg dat een bevoegdheidsregel die door een verkozen beraadslagende vergadering werd aangenomen vooraleer de ten laste gelegde feiten werden gepleegd, opnieuw wordt ingevoerd.

In tegenstelling tot de omstandigheden beschreven in het arrest nr. 73/2005, waarin het Hof heeft geoordeeld dat de in het geding zijnde wet een bepaling van het materieel strafrecht was omdat zij een wettelijke basis verleende aan een in België uitgevoerde vervolging, terwijl er voorheen geen wettelijke basis voor vervolging en bestraffing in België bestond voor de in het buitenland gepleegde feiten die de verzoekster ten laste werden gelegd, heeft te dezen de uitgesproken vernietiging niet tot gevolg dat feiten vervolgbaar of strafbaar worden die in België niet strafbaar waren op het ogenblik waarop zij zouden zijn gepleegd. Op het ogenblik waarop de feiten die het voorwerp uitmaken van de bij de Belgische onderzoeksrechter neergelegde klacht zouden zijn gepleegd, en onder voorbehoud van het nazicht, waarvoor de strafgerichten bevoegd zijn, dat die feiten werden beoogd in de wet van 16 juni 1993, waren de Belgische rechtscolleges immers bevoegd om daarvan kennis te nemen, zodat de daders ervan de mogelijke gevolgen van hun daden konden voorspellen op het ogenblik waarop zij ze zouden hebben gepleegd.

B.17. Uit wat voorafgaat vloeit voort dat, in tegenstelling tot wat de tussenkommende partijen beweren, de in het geding zijnde bepaling geen regel van materieel strafrecht uitmaakt en de vernietiging ervan niet erop zou neerkomen dat een zodanige regel zou worden ingevoerd.

De omstandigheid dat de zaak op een bepaald ogenblik aan de Belgische rechtscolleges onttrokken is geweest en dat die eventueel opnieuw bij hen aanhangig zou kunnen worden gemaakt, doet, ofschoon zij weliswaar tot gevolg heeft dat zij de hoop verijdelt die de tussenkommende partijen vermochten te koesteren naar aanleiding van de inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 2003, geen afbreuk aan hun fundamenteel recht op inachtneming van het legaliteitsbeginsel van het strafrecht.

Ten aanzien van de handhaving van sommige gevolgen teweeggebracht door de vernietigde bepaling

B.18. De vernietigde bepaling is een overgangsbepaling die enkel gevolg heeft gehad in verband met de zaken waarvoor op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan nog een gerechtelijk onderzoek liep, en die geen gevolg meer heeft, doordat, naar gelang van de gevallen, de zaak aan de Belgische rechtscolleges werd onttrokken of de bevoegdheid van die rechtscolleges voor de op dat ogenblik hangende zaken werd gehandhaafd.

B.19. Met toepassing van die bepaling werden die zaken aan de Belgische rechtscolleges onttrokken die, hetzij niet het voorwerp hadden uitgemaakt van een onderzoeksdaad op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 2003, hetzij werden ingesteld door klagers die op het ogenblik van het instellen van de strafvordering een vreemde nationaliteit hadden, hetzij gericht waren tegen vermoedelijke daders die geen hoofdverblijfplaats in België hadden op de datum van inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 2003.

B.20. Bij het arrest nr. 68/2005 heeft het Hof aangenomen dat de wetgever voorziet in de onttrekking van de zaak aan de Belgische rechtscolleges wanneer de klager noch Belg, noch in België erkend vluchteling was. De vernietiging kan dus niet tot gevolg hebben dat wordt toegelaten dat bij de Belgische rechtscolleges opnieuw alle klachten kunnen worden aanhangig gemaakt die, met toepassing van de vernietigde bepaling, aan hen werden onttrokken. Bijgevolg dient met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 te worden aangegeven welke gevolgen van de vernietigde bepaling als definitief moeten worden beschouwd, zodat de vernietiging enkel betrekking heeft op de zaken waarin ten minste één van de klagers een in België erkend vluchteling was op het ogenblik waarop de strafvordering werd ingesteld.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt in artikel 29, § 3, van de wet van 5 augustus 2003 betreffende ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, het tweede, derde en vierde lid, alsmede, in het vijfde lid, de woorden « of waarvan de onttrekking niet werd uitgesproken op grond van het vorige lid »;

- handhaaft definitief, onder de gevolgen van de vernietigde bepalingen, diegene die hebben geleid tot een onttrekking van de zaak aan de Belgische rechtscolleges wanneer geen enkele klager een in België erkend vluchteling was op het ogenblik waarop de strafvordering werd ingesteld.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 juni 2006.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2006/202093]

Auszug aus dem Urteil Nr. 104/2006 vom 21. Juni 2006

Geschäftsverzeichnisnummer 3790

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 29 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht, erhoben von Aung Maw Zin.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe und J.-P. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 13. Oktober 2005 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 14. Oktober 2005 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Aung Maw Zin, der in 1000 Brüssel, rue de Wynants 23, Domizil erwählt, infolge des Urteils des Hofes Nr. 68/2005 vom 13. April 2005 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Mai 2005) Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 29 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1.1. Der Kläger beantragt die teilweise Nichtigerklärung von Artikel 29 § 3 des Gesetzes vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht, das am 7. August 2003 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde.

In seinem Urteil Nr. 68/2005 vom 13. April 2005, das als Antwort auf eine präjudizielle Frage erging, erkannte der Hof unter anderem für Recht:

«Insofern er die Entbindung der belgischen Rechtsprechungsorgane auferlegen würde, obwohl zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung ein Kläger ein in Belgien anerkannter Flüchtling ist, verstößt Artikel 29 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung.»

B.1.2. Der Kläger war Partei im Entbindungsverfahren vor dem Kassationshof und ist in dem präjudiziellen Verfahren interveniert, das zu dem vorerwähnten Urteil Nr. 68/2005 geführt hat. Im Anschluss an dieses Urteil hat der Kassationshof am 29. Juni 2005 ein Urteil gefällt, durch das die Entbindung des belgischen Gerichts für die Rechtssache ausgesprochen wurde, die durch den Untersuchungsrichter in Brüssel auf der Grundlage einer unter anderem durch den Kläger eingereichten Klage untersucht wurde.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage

B.2.1. Das Urteil Nr. 68/2005 vom 13. April 2005 wurde am 9. Mai 2005 im *Belgischen Staatsblatt* 2005 veröffentlicht. Die am 13. Oktober 2005 eingereichte Klage ist *ratione temporis* zulässig aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

B.2.2. Die Gesellschaft Total S.A. und zwei ihrer Verwaltungsratsmitglieder - intervenierende Parteien vor dem Hof - stellen das Interesse des Klägers in Abrede. Sie vertreten einerseits die Auffassung, dass dieser, weil er Partei in dem präjudiziellen Verfahren gewesen sei, das zu dem Urteil Nr. 68/2005 geführt habe, durch dieses Verfahren sein Interesse erschöpft habe, dass es ihm andererseits im Falle der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung unmöglich sei, die Zurückziehung des Urteils des Kassationshofes vom 29. Juni 2005 zur Entbindung der belgischen Gerichte hinsichtlich der vom Kläger eingeleiteten Rechtssache zu erreichen.

B.2.3. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.2.4. Das durch Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 vorgeschriebene Interesse unterscheidet sich nicht von demjenigen, das durch Artikel 2 desselben Gesetzes vorgeschrieben ist.

B.2.5. Das Flüchtlingsstatut wurde dem Kläger durch die zuständigen belgischen Behörden im Jahr 2001 zuerkannt. Nach dieser Zuerkennung hat er Klage bei einem belgischen Untersuchungsrichter auf der Grundlage des Gesetzes vom 16. Juni 1993 über die Ahndung schwerer Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht eingereicht. Durch Urteil vom 29. Juni 2005 hat der Kassationshof in Anwendung der angefochtenen Bestimmung die Entbindung der belgischen Gerichte hinsichtlich der vom Kläger eingereichten Klage angeordnet, unbeschadet der Formulierung des präjudiziellen Urteils Nr. 68/2005 in dieser Sache.

Die angefochtene Bestimmung kann sich direkt und nachteilig auf die Lage des Klägers auswirken, und diese Auswirkung bleibt nach dem präjudiziellen Urteil des Hofes und dem anschließenden Urteil des Kassationshofes vom 29. Juni 2005 bestehen, wobei die in diesem Urteil ausgesprochene Entbindung der belgischen Gerichte beweist, dass der Kläger sein Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmung nicht erschöpft hat.

B.2.6. Der Umstand, dass die angefochtene Bestimmung sich direkt und nachteilig auf die Lage des Klägers auswirken kann, reicht aus, um das durch das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 vorgeschriebene Interesse zu beweisen. Der Hof braucht sich im Übrigen nicht die Frage nach den Aussichten des Klägers, dass im Falle der Nichtigkeitsklärung das Urteil des Kassationshofes vom 29. Juni 2005 zurückgezogen wird, zu stellen, da nicht behauptet werden kann, dass Interesse an der Nichtigkeitsklärung einer Norm, wogegen eine Beschwerde vorliegt, würde sich auf die Möglichkeiten der späteren Anwendung des Zurückziehungsverfahrens beschränken.

B.2.7. Außerdem haben die Erwägungen der intervenierenden Parteien bezüglich der Zulässigkeit und der Begründetheit der durch den Kläger beim Untersuchungsrichter eingereichten Klage mit Auftritt als Zivilpartei nichts mit der vorliegenden Klage zu tun; sie sind durch Straferichte zu beurteilen.

B.2.8. Schließlich betreffen die Gründe der Unzulässigkeit der Klage, die die intervenierenden Parteien aus der Rechtskraft des präjudiziellen Urteils Nr. 68/2005 sowie des Urteils des Kassationshofes vom 29. Juni 2005 ableiten, die Auslegung und die Tragweite der angefochtenen Bestimmung, weshalb sie bei der Prüfung der Hauptsache behandelt werden.

Zur Hauptsache

B.3. Das Gesetz vom 5. August 2003 hebt das Gesetz vom 16. Juni 1993 über die Ahndung schwerer Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht auf, das durch die Gesetze vom 10. Februar 1999, 10. April und 23. April 2003 abgeändert worden war, und fügt die Bestimmungen dieses Gesetzes, von denen einige abgeändert werden, ins Strafgesetzbuch, in den einleitenden Titel des Strafprozessgesetzbuches und in das Strafprozessgesetzbuch ein.

Artikel 16 Nr. 2 des Gesetzes vom 5. August 2003 fügt Artikel 10 Nr. *1bis* in den einleitenden Titel des Strafprozessgesetzbuches ein, der bestimmt:

«Außer in den Fällen, die in den Artikeln 6 und 7 § 1 vorgesehen sind, kann in Belgien ein Ausländer verfolgt werden, der außerhalb des Königreichs Folgendes begangen hat:

[...]

1bis. einen schweren Verstoß gegen das humanitäre Völkerrecht im Sinne von Buch II Titel *1bis* des Strafgesetzbuches gegen eine Person, die zum Tatzeitpunkt ein belgischer Staatsangehöriger ist, oder eine Person, die sich seit mindestens drei Jahren tatsächlich, gewöhnlich und rechtmäßig in Belgien aufhält».

Diese Bestimmung hat zur Folge, dass im Vergleich zur vorherigen Situation die Möglichkeiten der Opfer schwerer Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht zur Befassung belgischer Gerichte eingeschränkt werden, indem das passive Personalitätsprinzip darin verankert ist.

B.4. Der Gesetzgeber war bemüht, das Los der vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. August 2003 eingereichten Klagen, die sich zu diesem Zeitpunkt immer noch im Stadium der Ermittlung oder der gerichtlichen Untersuchung befanden, zu regeln durch Annahme von Artikel 29 § 3 dieses Gesetzes, der Gegenstand dieser Klage ist. Diese Übergangsbestimmung lautet wie folgt:

«Anhängige Gerichtsverfahren, für die am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes Ermittlungen laufen und die in Zusammenhang stehen mit den in Buch II Titel *1bis* des Strafgesetzbuches erwähnten Straftaten, werden vom Föderalprokurator binnen dreißig Tagen nach In-Kraft-Treten des vorliegenden Gesetzes eingestellt, wenn sie die in den Artikeln 6 Nr. *1bis*, 10 Nr. *1bis* und *12bis* des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches erwähnten Kriterien nicht erfüllen.

Anhängige Gerichtsverfahren, für die am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes eine gerichtliche Untersuchung läuft und die in Zusammenhang stehen mit den in Buch II Titel *1bis* des Strafgesetzbuches erwähnten Straftaten, werden binnen dreißig Tagen nach In-Kraft-Treten des vorliegenden Gesetzes vom Föderalprokurator an den Generalprokurator beim Kassationshof übertragen, mit Ausnahme der Sachen, die am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes Gegenstand einer gerichtlichen Untersuchungshandlung waren, sofern entweder mindestens ein Kläger zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung die belgische Staatsangehörigkeit besaß oder mindestens ein mutmaßlicher Urheber am Tag des In-Kraft-Tretens des vorliegenden Gesetzes seinen Hauptwohnsitz in Belgien hat.

Innerhalb der gleichen Frist übermittelt der Föderalprokurator über jede der übertragenen Sachen einen Bericht, in dem er ihre Nichtübereinstimmung mit den in den Artikeln 6 Nr. *1bis*, 10 Nr. *1bis* und *12bis* des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches erwähnten Kriterien angibt.

Binnen fünfzehn Tagen nach dieser Übertragung fordert der Generalprokurator den Kassationshof auf, binnen dreißig Tagen die Entbindung des belgischen Gerichts auszusprechen, nachdem er den Föderalprokurator sowie, falls sie darum ersucht haben, die Kläger und die von dem mit der Sache befassten Untersuchungsrichter Beschuldigten angehört hat. Der Kassationshof befindet sich auf der Grundlage der in den Artikeln 6 Nr. 1bis, 10 Nr. 1bis und 12bis des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches erwähnten Kriterien.

Für Gerichtsverfahren, die nicht aufgrund von § 3 Absatz 1 des vorliegenden Artikels eingestellt werden oder für die die Entbindung nicht aufgrund des vorhergehenden Absatzes ausgesprochen wird, bleiben die belgischen Gerichte zuständig».

B.5. Der Kläger leitet einen einzigen Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge ab, insofern die Übergangsbestimmung, die die Entbindung der belgischen Gerichte hinsichtlich der Gerichtsverfahren, für die eine gerichtliche Untersuchung laufe, vorsehe, selbst dann Anwendung finde, wenn einer der Kläger zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung als Flüchtling anerkannt gewesen sei, während sie nicht Anwendung finde, wenn wenigstens einer der Kläger zum selben Zeitpunkt Belgier gewesen sei.

B.6. Bezüglich der Ausnahme in der Übergangsregelung für die Entbindung, die Gegenstand der Klage ist, wonach das Entbindungsverfahren nicht angewandt wird, wenn wenigstens ein Kläger «zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung» in einer Rechtssache, die Gegenstand einer Untersuchungshandlung vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. August 2003 war, die belgische Staatsangehörigkeit besaß, heißt es in der Begründung, dass der Gesetzgeber die Tragweite der Abweichung auf die Rechtssachen begrenzen wollte, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzes «eine eindeutige Verbindung zu Belgien» aufwiesen (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 2003, DOC 51-0103/001, S. 10).

Als der Gesetzgeber Artikel 10 Nr. 1bis des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches angenommen hat mit der Begründung, dass Personen, die keinerlei Verbindung zu Belgien haben, auf das Gesetz vom 16. Juni 1993 zurückgriffen aus Gründen, die nichts mit der geordneten Rechtspflege und der Zielsetzung dieses Gesetzes zu tun haben, konnte er eine Übergangsmaßnahme zu Gunsten von Personen ergreifen, die durch das rechtliche Band der Staatsangehörigkeit mit Belgien verbunden sind. Eine solche Übergangsmaßnahme ist sachdienlich im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers.

B.7. Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge lautet wie folgt:

«In dem vertragschließenden Staat, in dem ein Flüchtling seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, genießt er hinsichtlich des Zugangs zu den Gerichten [...] dieselbe Behandlung wie ein eigener Staatsangehöriger».

B.8.1. Diese Bestimmung wirkt sich unmittelbar auf die belgische Rechtsordnung aus; sie ist ausreichend präzise und vollständig, damit ihre Anwendung ohne zusätzliche Ausführungsmaßnahme möglich ist. Aufgrund dieser «unmittelbar anwendbaren» Beschaffenheit verhinderte sie aus Gründen der gleichen Behandlung wie Personen, die zu diesem Zeitpunkt die belgische Staatsangehörigkeit besaßen, die Entbindung der belgischen Gerichte hinsichtlich der Klagen, die durch Personen eingereicht worden waren, die zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung die Eigenschaft als anerkannter Flüchtling besaßen.

B.8.2. Der Hof nimmt jedoch zur Kenntnis, dass der Kassationshof in seinem Urteil vom 5. Mai 2004, mit dem eine der präjudiziellen Fragen gestellt wurde, die zum Urteil Nr. 68/2005 geführt haben, implizit - und in seinem Urteil vom 29. Juni 2005 ausdrücklich - den Standpunkt vertreten hat, dass das Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 «nicht zur Folge hat, die Übergangsregelung des vorerwähnten Artikels 29 § 3 Absatz 2 zur Anwendung zu bringen, wenn ein Kläger, der seinen gewöhnlichen Aufenthalt in Belgien hat, dort das Statut als Flüchtling besitzt».

B.9. Die unmittelbare Anwendbarkeit von Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 erforderte es, die angefochtene Bestimmung so anzuwenden, dass sie diesem Abkommen entsprach. In ihrer Formulierung ermöglicht die angefochtene Bestimmung es den anerkannten Flüchtlingen jedoch nicht, auf die gleiche Weise wie Kläger mit belgischer Staatsangehörigkeit Zugang zu den Gerichten zu haben.

Der Hof muss daher prüfen, ob die angefochtene Bestimmung gegen die durch den Kläger angeführten Bestimmungen verstößt. Der Gesetzgeber ist nämlich dazu gehalten, die internationalen Verpflichtungen zu beachten, die Belgien eingegangen ist, und es obliegt gegebenenfalls dem Hof, Vertragsverletzungen des Gesetzgebers zu ahnden, wenn diese ebenfalls einen Verstoß gegen eine Bestimmung darstellen, deren Einhaltung er aufgrund von Artikel 142 der Verfassung gewährleistet.

B.10. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 5. August 2003 geht nicht hervor, dass der Gesetzgeber auf die Lage von Klägern mit Flüchtlingsstatut geachtet hätte und dass er bemüht gewesen wäre, ihnen gegenüber die Verpflichtungen einzuhalten, die sich für ihn aus Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 ergeben.

B.11. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass der Gesetzgeber dadurch, dass er die Entbindung der belgischen Gerichte in Bezug auf Beschwerden vorgesehen hat, die aufgrund des Gesetzes vom 18. Juni 1993 durch Personen eingereicht wurden, die zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung in Belgien als Flüchtling anerkannt waren, während Beschwerden von Personen, die zum selben Zeitpunkt die belgische Staatsangehörigkeit besaßen, nicht den Gegenstand einer Entbindung darstellen konnten, gegen die Artikel 10, 11, und 191 der Verfassung verstoßen hat, in Verbindung mit Artikel 16 Absatz 2 des Abkommens vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge.

B.12. Der Klagegrund ist begründet.

In Bezug auf den Umfang und die Tragweite der Nichtigerklärung

B.13. Artikel 29 § 3 Absatz 2 des Gesetzes vom 5. August 2003, der die Ursache der in B.11 angeführten Diskriminierung ist, sieht den Grundsatz der Entbindung vor und geht mit einer Ausnahme für die durch Belgier eingereichte Beschwerden einher. Eine Nichtigerklärung, die ausschließlich diese Ausnahme für Belgier betreffen würde, hätte zur Folge, dass für die durch Belgier eingereichten Beschwerden die Gerichte entbunden werden könnten, was im Widerspruch zur Zielsetzung des Gesetzgebers stehen würde, die der Hof in seinem Urteil Nr. 68/2005 als rechtmäßig angesehen hat. Eine solche Nichtigerklärung hätte überdies keine nützlichen Folgen für die Personen mit Flüchtlingsstatut, die Opfer der durch den Hof festgestellten Diskriminierung sind.

B.14. Folglich ist im Gesetz vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht Artikel 29 § 3 Absatz 2 vollständig sowie die Absätze 3 und 4 und in Absatz 5 die Wörter «oder für die die Entbindung nicht aufgrund des vorhergehenden Absatzes ausgesprochen wird», die damit untrennbar verbunden sind, für nichtig zu erklären.

B.15. Die intervenierenden Parteien führen an, die Nichtigerklärung dieser Bestimmungen, insofern sie zur Folge hätte, dass die belgischen Gerichte gegebenenfalls erneut mit Beschwerden befasst werden könnten, für die sie in Anwendung der für nichtig erklärten Bestimmung entbunden worden seien oder hätten entbunden werden müssen, stehe im Widerspruch zu Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung, zu Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und zu Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, in denen das Legalitäts- und Nichtrückwirkungsprinzip in Strafsachen verankert sei.

B.16. Die für nichtig erklärte Bestimmung legt keine Unterstrafestellung fest und erlegt keine Strafe auf, sondern dient lediglich dazu, die Zuständigkeit der belgischen Gerichte zu bestimmen. Die Nichtigerklärung dieser Bestimmung bewirkt ebenfalls nicht, dass eine neue Unterstrafestellung oder eine Strafe festgelegt wird; sie führt auch keine aufgehobene Unterstrafestellung oder Strafe wieder ein. Die Nichtigerklärung bezieht sich in der Tat lediglich auf die Zuständigkeit der belgischen Gerichte, und sie hat zur Folge, dass eine Zuständigkeitsregel, die von einer gewählten beratenden Versammlung angenommen worden war, ehe die zur Last gelegten Taten begangen wurden, wieder eingeführt wird.

Im Gegensatz zu den im Urteil Nr. 73/2005 beschriebenen Umständen, in dem der Hof den Standpunkt vertreten hat, dass das angefochtene Gesetz eine Bestimmung des materiellen Strafrechts war, weil sie einer in Belgien ausgeübten Verfolgung eine Rechtsgrundlage verlieh, während vorher keine Rechtsgrundlage für eine Verfolgung und Bestrafung in Belgien von Taten, die im Ausland begangen und der klagenden Partei zur Last gelegt wurden, bestand, hat die Nichtigerklärung nicht zur Folge, dass Handlungen verfolgbar und strafbar werden, die es in Belgien zu dem Zeitpunkt, als sie begangen wurden, nicht waren. Zu dem Zeitpunkt, als die Taten, die Gegenstand der bei dem belgischen Untersuchungsrichter eingereichten Klage sind, begangen worden sein sollten, und vorbehaltlich der den Strafgerichten obliegenden Prüfung, ob diese Taten im Gesetz vom 16. Juni 1993 vorgesehen waren, waren nämlich die belgischen Gerichte befugt, darüber zu befinden, so dass deren Urheber die etwaigen Folgen ihrer Handlungen zu dem Zeitpunkt, als sie diese begingen, vorhersehen konnten.

B.17. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung im Gegensatz zu dem, was die intervenierenden Parteien behaupten, keine Regel des materiellen Strafrechts enthält und ihre Nichtigerklärung nicht der Einführung einer solchen gleichkommt.

Der Umstand, dass die Entbindung der belgischen Gerichte zu einem gewissen Zeitpunkt ausgesprochen wurde und dass sie gegebenenfalls neu befasst werden könnten, hat zwar zur Folge, die Hoffnungen zunichte zu machen, die die intervenierenden Parteien gegebenenfalls infolge des Inkrafttretens des Gesetzes vom 5. August 2003 hegen konnten, doch er beeinträchtigt nicht ihr grundlegendes Rechte auf Beachtung des strafrechtlichen Legalitätsprinzips.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung gewisser Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung

B.18. Die für nichtig erklärte Bestimmung ist eine Übergangsbestimmung, die nur in Bezug auf Rechtssachen wirksam war, für die zum Zeitpunkt ihres Inkrafttretens noch eine gerichtliche Untersuchung lief, und die je nach Fall mit der Entbindung der belgischen Gerichte oder der Aufrechterhaltung der Zuständigkeit dieser Gerichte für die zu diesem Zeitpunkt anhängigen Rechtssachen ihre Wirkung erschöpft hat.

B.19. In Anwendung dieser Bestimmung wurden die belgischen Gerichte für jene Rechtssachen entbunden, die entweder beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. August 2003 nicht Gegenstand einer Untersuchungshandlung gewesen waren oder die zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung durch ausländische Kläger eingereicht wurden, oder die gegen mutmaßliche Täter gerichtet waren, die am Datum des Inkrafttretens des Gesetzes vom 5. August 2003 keinen Hauptaufenthalt in Belgien hatten.

B.20. Durch das Urteil Nr. 68/2005 hat der Hof anerkannt, dass der Gesetzgeber die Entbindung der belgischen Gerichte organisiert, wenn der Kläger weder Belgier noch anerkannter Flüchtling war. Die Nichtigerklärung könnte also nicht die Möglichkeit zur Folge haben, dass die belgischen Gerichte wieder mit allen Beschwerden befasst würden, für die sie in Anwendung der für nichtig erklärten Bestimmung entbunden worden sind. Folglich sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung anzugeben, die als endgültig anzusehen sind, so dass die Nichtigerklärung nur die Rechtssachen betrifft, in denen wenigstens einer der Kläger zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung ein in Belgien anerkannter Flüchtling war.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt in Artikel 29 § 3 des Gesetzes vom 5. August 2003 über schwere Verstöße gegen das humanitäre Völkerrecht die Absätze 2, 3 und 4 sowie in Absatz 5 die Wortfolge «oder für die die Entbindung nicht aufgrund des vorhergehenden Absatzes ausgesprochen wird» für nichtig;

- erhält unter den Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen diejenigen endgültig aufrecht, die zur Entbindung der belgischen Gerichte geführt haben, wenn kein einziger Kläger zum Zeitpunkt der Einleitung der Strafverfolgung ein in Belgien anerkannter Flüchtling war.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Juni 2006.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.